



Face au refus de soumettre le texte au vote et de recourir à l'article 49.3 pour faire adopter la réforme des retraites, la mobilisation se poursuit, la prochaine aura lieu le jeudi 23 mars.

Des millions de manifestant.e.s et 95% des travailleurs hostiles à la réforme des retraites, malgré cela le gouvernement est resté sourd et déclenche le 49.3

Le 15 mars, alors que la commission mixte paritaire (CMP), qui se compose de 7 députés et 7 sénateurs, s'était réunie afin d'aboutir à un texte commun, nous étions plus de 1,5 million à battre le pavé pour dire non à la réforme des retraites profondément injuste, injustifiée et injustifiable.

Le lendemain, jeudi 16 mars, les organisations syndicales s'étaient donné rendez-vous devant l'Assemblée nationale avant le vote de la réforme pour rappeler la représentation nationale à ses responsabilités envers leurs électeurs mobilisés depuis plusieurs semaines contre ce projet.

Le gouvernement a répondu à cette immense mobilisation populaire par le déni démocratique !

Alors qu'elle se savait coincée sans majorité pour voter ce projet de loi, la Première ministre a décidé de déclencher l'article 49.3 de la constitution qui engage la responsabilité du gouvernement et met ainsi fin au débat démocratique qui n'aura jamais eu lieu à l'Assemblée nationale.

Au parlement, tout au long de l'examen du texte de loi, le gouvernement a fait **le choix du passage en force** :

- avec des procédures accélérées,
- refusant de passer au vote sur les amendements,
- pressions sur les élus.es ou les groupes,
- concessions à la droite.

Aux travailleurs, le gouvernement et le patronat ont répondu par la **répression** :

- Réquisitions des grévistes,
- Interventions policières sur les occupations de lieux de travail,
- Arrestations,
- Intimidations,
- Mise en cause du droit de grève.

Ce que la CGT dénonçait comme injuste, hier, l'est encore plus aujourd'hui et cela ne peut que nous encourager à amplifier **les mobilisations et les grèves, la lutte continue !**

Forte du soutien de la grande majorité de la population, mobilisée depuis des semaines, **l'intersyndicale continue à exiger le retrait de cette réforme dans des actions déterminées.**

Appel à la grève le 23 mars 2023

A Mulhouse

Place de la Bourse à **12H30**
Pour un pique-nique fraternel

Départ de la manifestation devant la
sous-préfecture à **14H00**

A Colmar

Rue de Turenne à **12H00**
Pour un barbecue

Départ de la manifestation à **14H30**
(rassemblement à 14H00)



CGT Finances Publiques 68

cgt.ddfip68@dgifp.finances.gouv.fr

